



**ASSEMBLEE GENERALE DES PROFESSIONNEL-LE-S DU SPECTACLE
LUNDI 12 NOVEMBRE À 19H AU TARMAC
159 avenue Gambetta Paris 20**

Le gouvernement impose une nouvelle négociation assurance chômage pour trouver 3.9 milliards € d'économies en trois ans sur le dos des chômeurs, en ciblant particulièrement les travailleurs précaires. Le Medef et l'ensemble du patronat ont annoncé vouloir appliquer ces économies et les répercuter sur le régime des artistes et des techniciens intermittents du spectacle.

Entre le 9 novembre et le 15 janvier, des « négociations » éclair vont avoir lieu. Une lettre de cadrage financier doit être rédigée par les négociateurs interpro à l'intention des négociateurs du spectacle...

Dans le même temps, le gouvernement continue de remettre en cause les droits sociaux et les services publics :

- la retraite : un système à points serait très préjudiciable à nos professions, du fait du caractère discontinu des activités et des revenus par exemples des salariés intermittents du spectacle ou des auteurs. De même il serait profondément inégalitaire pour les femmes ayant eu des arrêts maternité ou parentaux. La réforme menace par ailleurs les régimes de l'Opéra National de Paris et de la Comédie Française ;
- l'Afdas : la réforme de la formation continue a failli faire disparaître l'Afdas et avec lui tout ce qui a été inventé pour permettre l'accès de nos professions à des dispositifs non prévus pour elles au départ. La bataille continue dans la foulée de la pétition à succès « l'Afdas j'y tiens » ! ;
- Celles et ceux qui bénéficient de l'accès à un comité d'entreprise ou prenant en charge les activités sociales, sportives, culturelles (comme le FNAS) connaissent l'importance de ces structures. Plutôt que de les étendre à tous, le gouvernement veut fiscaliser ces aides, au détriment des plus défavorisés !
- la fusion des branches : derrière ce terme barbare, le gouvernement pousse à la fusion des conventions collectives, avec le risque de niveler par le bas tous les droits (minima salariaux, garanties collectives...)

Et pendant ce temps-là, le ministère de la Culture s'attaque à l'audiovisuel public, masque des baisses de budget dans tous les secteurs du ministère, y compris dans la création artistique ! L'emploi est menacé, et au-delà le sens de nos métiers.

Des conflits se développent dans nos établissements, signe de ces tensions, avec des responsabilités diverses :

- au théâtre de la Commune d'Aubervilliers, avec une direction aux méthodes inacceptables
- à Arcadi, par une décision de fermeture prise par le conseil régional IDF
- et au Tarmac qui nous accueille, et risque la fermeture par décision du ministère !

Le fondement même des politiques publiques dans la Culture est en jeu, par exemple avec le Pass Culture, cadeau pour les banques et les gros opérateurs vendeurs de « produits culturels ».

La diversité, menacée par la concentration entre les mains de sociétés tentaculaires, doit être préservée dans le spectacle vivant, l'audiovisuel et le cinéma.

N'attendons pas le pire : mobilisons-nous et imposons au contraire nos revendications !

à Paris, le 07/11/2018.